

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.388/2
DU 2 DÉCEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 4 novembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modifiant de diverses dispositions réglementaires relatives aux carrières particulières du Service public fédéral Finances et du Service des Pensions du Secteur Public", a donné l'avis suivant :

Observations générales

1. Réserves quant à l'étendue de l'examen auquel il a été procédé

Compte tenu du délai imparti, de la complexité de la matière et de l'absence de rapport au Roi accompagnant le projet, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives à la carrière des agents. Il appartient aux auteurs du projet de vérifier si ces principes et exigences sont respectés par le projet.

Sous cette réserve, l'arrêté royal en projet appelle les observations suivantes.

2. Utilité de la rédaction d'un rapport au Roi

L'instruction de la demande d'avis a fait apparaître, dans les réponses fournies par le délégué du ministre, une série de renseignements qu'il serait utile de faire figurer dans un rapport au Roi qui accompagnerait l'arrêté en projet.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

L'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 sera cité avec toutes les modifications encore en vigueur que cette disposition a subies ⁽¹⁾. L'alinéa 2 du préambule doit dès lors être complété par les mots : ", remplacé par la loi-programme du 24 décembre 2002".

⁽¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 27, c), www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

Alinéa 7

Invité à préciser par quels arrêtés royaux a été effectuée la "modification de la structure des carrières communes" dont il est question à l'alinéa 7 du préambule, le délégué du ministre a indiqué qu'il s'agissait de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D et de l'arrêté royal du 7 juin 2007 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives à la carrière.

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il est souhaitable, dans un souci de clarté, de citer ces deux arrêtés royaux, avec leurs dates et leurs intitulés complets, dans l'alinéa 7 du préambule.

Alinéas 8 et 9

Invité à préciser la portée des alinéas 8 et 9 du préambule, en relation notamment avec l'article 124 du projet, le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

"Il nous a apparu plus clair de citer dans l'alinéa 8 du préambule les références légales et dans l'alinéa 9 de clarifier les implications de l'alinéa 8 et ce, afin d'éviter tout problème d'interprétation des dispositions réglementaires.

Dans la carrière commune, les agents recrutés dans le rang 10 bénéficiaient d'une sorte de carrière plane; trois échelles de traitement étaient prévues : 10A – 10 B et 10 C (cette dernière échelle était liée à un quota de 35 % dans le niveau 1).

Au SPF Finances et au Service des Pensions du Secteur public, pour les grades particuliers du rang 10, seul le passage de l'échelle 10A à l'échelle 10B s'appliquait. Pour pouvoir progresser dans leur carrière, les inspecteurs d'administration fiscale et les attachés des finances devaient réussir une épreuve de qualification professionnelle (article 16bis du règlement organique). L'échelle de traitement 10C n'était donc pas d'application.

Pour éviter toute discussion dans le futur, toute polémique et ambiguïté à ce sujet, nous avons jugé préférable de préciser que l'article 219 de l'arrêté royal du 4 août 2004 (carrières communes) n'est pas applicable aux carrières particulières. Il y a lieu de noter que l'arrêté royal du 3 mars 2005 concernant le statut pécuniaire du SPF Finances ne prévoit pas non plus une disposition similaire."

.../...

Un considérant a normalement pour fonction de décrire le cadre juridique d'un arrêté ou de justifier l'adoption de celui-ci ⁽²⁾. L'explication contenue dans les alinéas 8 et 9 du préambule concerne, non l'arrêté projeté dans son ensemble, mais une seule disposition de celui-ci (l'article 124 du projet). Mieux vaut dès lors omettre les alinéas 8 et 9 du préambule et faire figurer les explications qu'ils contiennent dans le rapport au Roi dont la rédaction est suggérée ci-dessus.

Dispositif

Article 13

L'obligation de motivation prévue à l'article 13 du projet (article 35, § 3, alinéa 3, en projet) résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Il n'y a pas lieu de rappeler, dans un arrêté royal, une obligation découlant déjà de la loi ⁽³⁾.

Article 24

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il serait plus clair d'ajouter, au dernier alinéa de l'article 24 du projet, après les mots "l'épreuve de qualification professionnelle", les mots "visée à l'article 16bis".

La même observation vaut notamment pour les articles 39, alinéa 2, 61 et 64 du projet.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os} 39 et 40, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

⁽³⁾ *Ibid.*, recommandation n/ 80.

Article 71

L'article 71 du projet a pour seul objet de modifier les montants des traitements des agents concernés. Cette disposition ne revêt aucun caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et ne sera dès lors pas examinée par la section de législation ⁽⁴⁾.

Article 123

Invité à préciser sur la base de quelle disposition avaient lieu les désignations d'audit-conseil à l'Administration de la trésorerie, mentionnées à l'article 123 du projet, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

"L'article 7*tredecies* de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du SPF Finances règle la désignation à la fonction d'audit-conseil à la Trésorerie ainsi que la durée de la désignation".

Il est souhaitable d'insérer après les mots "à l'Administration de la trésorie" les mots ", effectuées sur la base de l'article 7*tredecies* de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du SPF Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État".

⁽⁴⁾ Voir les avis 23.440/9, 23.441/9 et 23.442/9, donnés le 15 juin 1994 sur trois projets devenus respectivement l'arrêté royal du 14 juillet 1994 modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1993 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, l'arrêté royal du 14 juillet 1994 modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant les règlements pécuniaires spécifiques relatifs aux grades des agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications qui correspondent à des fonctions spécialisées, et l'arrêté royal du 14 juillet 1994 modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant pour chaque grade des agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, les échelles de traitements, les compléments de traitements et leurs conditions d'octroi; voir également l'avis 31.391/2, donné le 16 mars 2001, sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 mars 2001 déterminant les échelles de traitement applicables aux membres de personnel du cadre administratif et logistique des services de police.

Article 125

Invité à justifier la rétroactivité qu'il est respectivement envisagé de donner aux différentes dispositions du projet, le délégué du ministre a fourni les explications suivantes :

- "La phrase liminaire mentionne la date du 1^{er} janvier 2007 parce que la majorité des articles des arrêtés royaux du 22 novembre 2006 et du 7 juin 2007 (que l'arrêté en examen transpose dans les carrières particulières du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public) entrent en vigueur à cette date.

Les carrières particulières d'assistant financier, d'assistant financier adjoint, d'expert fiscal adjoint (grade supprimé) et d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé) sont basées sur la structure des carrières communes, pour ce qui concerne, entre autres, le nombre et la durée de validité des mesures de compétences/formations certifiées.

Puisque certaines normes ont été modifiées dans les carrières communes, il est normal qu'on apporte les mêmes adaptations dans les particulières et que, dans un souci d'égalité et de cohérence, elles entrent en vigueur à la même date.

Je ne prendrai pour exemple que les grades d'expert financier (carrière commune) et d'expert fiscal (carrière particulière) qui ont deux échelles de traitement communes (BF2 et BF3)."

- "Art. 125, 2/ : il s'agit des articles relatifs au remplacement du mot « transfert » par le mot « mobilité » qui découle de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique administrative fédérale administrative et qui est entré en vigueur le 29 janvier 2007
- 3/ il s'agit de pallier une omission dans un article qui est d'application depuis le 1^{er} octobre 2002 – ceci afin de ne pas léser les lauréats d'une sélection d'accession. La sélection d'accession se déroule en même temps que l'épreuve de qualification professionnelle.
 - 4/ il s'agit de la date à laquelle l'administrateur général du Service des Pensions du Secteur public est entré en fonction (AR du 30 avril 2007)
 - 5/ il s'agit de la date de publication de l'arrêté ministériel du 11 juillet 2007 fixant la composition du Comité de direction du Service des Pensions du Secteur public
 - 6/ il s'agit de la date à laquelle le Service des Pensions du Secteur public a été créé (loi du 12 janvier 2006 – effet au 1^{er} janvier 2006) et à laquelle les agents ont été transférés audit service (AR du 5 août 2006 – effet au 1^{er} janvier 2006)

- 7/ Afin que les agents ne perçoivent une rémunération inférieure, l'échelle BI4 a été majorée.... Les agents ne bénéficieront de l'échelle BI4 qu'au plus tôt au 1^{er} janvier 2010 .⁽⁵⁾
- 8/ la situation ne se présentera qu'au plus tôt au 1^{er} septembre 2011 (1/9/2005 date du début de la durée de validité de la formation certifiée + 6 ans => passage en A21). Selon l'AR du 3 mars 2005, les agents titulaires du brevet d'expert fiscal perdent le bénéfice du complément lié à ce brevet une fois nommé dans la classe A2. L'article 90 permet aux titulaires du brevet d'expert fiscal de le maintenir dans la classe A2 à condition qu'ils soient rémunérés dans l'échelle de traitement A21 et qu'ils ne perçoivent pas de prime de développement des compétences.
- 9/ La durée de validité des formations certifiées dans le niveau A débute au plus tôt au 1^{er} janvier 2005. L'effet rétroactif à cette date vise à ne léser aucun agent qui aurait obtenu une promotion après cette date.
- 10/ il a été oublié de mentionner lors du passage du niveau 3 vers le niveau D ou C que l'allocation mentionnée à l'article 28 l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral des Finances et du Service des pensions du Secteur public est prise en compte pour le calcul du pécule de vacances ainsi que pour la prime de fin d'année.
- L'intégration du niveau 3 au niveau D s'est faite au 1^{er} janvier 2002.
- 11/ il s'agit de la date à laquelle les agents qui ont été intégrés d'office dans l'échelle A23/A33 peuvent au plus tôt bénéficier d'une prime de développement des compétences (cf. l'article 64 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D qui précise que les agents concernés peuvent s'inscrire à une formation certifiée au plus tôt en août 2007, ce qui implique qu'en cas de réussite, la durée de validité débute au 1/9/2007. C'est également au plus tôt le 1/9/2007 que les agents intégrés d'office dans les échelles A23 et A33 peuvent prétendre à la prime de développement des compétences).
- 12/ l'article 102 prévoit que les experts financiers, les experts fiscaux adjoints et les experts ICT qui ont été intégrés sur traitement dans l'échelle BF2 ou BI2 et qui se sont vu attribuer à ce moment là une ancienneté pécuniaire fictive qui est inférieure à leur ancienneté réelle peuvent rattraper cette perte d'ancienneté à partir de la 1^{ère} biennale qui leur est attribuée après le 31 décembre 2009.

⁽⁵⁾ Le délégué du ministre a rectifié cette dernière date en précisant qu'il s'agissait "du 1^{er} septembre 2010, soit six ans après le début de la durée de validité (1^{er} septembre 2004) de la première formation certifiée à laquelle les experts financiers et I.C.T. ont pu participer".

- 13/ au sujet des articles 103 et 106, les experts fiscaux, les experts financiers et administratifs et les experts financiers et ICT qui ont été intégrés sur traitement dans l'échelle BF3 ou BI3 et qui se sont vu attribuer à ce moment là une ancienneté pécuniaire fictive qui est inférieure à leur ancienneté réelle peuvent rattraper cette perte d'ancienneté à partir de la 1^{ère} biennale qui leur est attribuée après le 31 décembre 2011.
- 14/ le 1^{er} août 2007 correspond à la date à partir de laquelle les agents intégrés d'office dans la dernière échelle de traitement de leur grade pouvaient s'inscrire à une formation certifiée.
- 15/ il s'agit de la date à laquelle les agents du niveau 1 ont été intégrés dans le niveau A."

Ainsi que la section de législation du Conseil d'État l'a rappelé à de nombreuses reprises, en l'absence d'autorisation législative, la rétroactivité des actes administratifs ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, par exemple lorsqu'elle est nécessaire à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ⁽⁶⁾. Les auteurs du projet s'assureront de ce que les effets rétroactifs que comporte l'arrêté en projet n'encourent pas de reproche à cet égard.

Il appartient notamment aux auteurs du projet de vérifier que celui-ci ne comporte aucun effet rétroactif qui pourrait influencer de manière défavorable la situation pécuniaire des agents concernés ⁽⁷⁾.

⁽⁶⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n/ 211, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

⁽⁷⁾ Voir, dans le même sens, l'avis 42.416/2, donné le 26 mars 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant modification de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances, l'observation relative à l'article 25.

Observations de légistique

1. À l'article 8 du projet (article 12 en projet), la subdivision se fera en 1/ et 2/, et non en a) et b), de manière à uniformiser les subdivisions utilisées dans le projet ⁽⁸⁾.

La même observation vaut pour l'article 56 du projet.

2. À l'article 9 du projet (article 14, § 2, en projet), la dernière phrase de l'alinéa 3 et l'alinéa 4 devraient être fusionnés pour former ensemble l'alinéa 4.

La même observation vaut pour l'article 57 du projet.

3. Dans la version française du texte, à l'article 38, il convient d'écrire "sous le titre «Président de comité d'acquisition»" (au lieu de "sous le titre «Président d'un comité d'acquisition»"), afin de s'aligner sur la terminologie utilisée dans l'annexe qu'il s'agit de modifier.

⁽⁸⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n/ 58, b), www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

4. Les articles 50 et 51 doivent être rédigés comme suit ⁽⁹⁾ :

"Art. 50. Dans le titre I de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service des Pensions du Secteur public, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État, le chapitre II, comportant l'article 5, est abrogé."

"Art. 51. Dans le titre I du même arrêté, le chapitre III, comportant l'article 6, est abrogé."

5. Dans la version française du texte, à l'article 57 du projet (article 14 en projet), au paragraphe 2, alinéa 2, au lieu d'écrire "la proposition de nomination dans les emplois visés à l'alinéa 1^{er} sont faites", il convient d'écrire "la proposition de nomination dans les emplois visés à l'alinéa 1^{er} est faite".

6. À l'article 72 du projet (article 5 en projet), au point 3/, il convient d'écrire "le point B est remplacé" (et non : "le point B et ses dispositions sont remplacés").

La même observation vaut, moyennant les adaptations nécessaires, pour le point 4/ de la même disposition.

7. Dans la version française de la phrase liminaire d'une disposition modificative, il convient d'utiliser l'expression "est remplacé par ce qui suit" (et non : "est remplacé par la disposition suivante"). Cette observation vaut notamment pour les articles 15, 17, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 74, 75 et 76 du projet.

⁽⁹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, Formule F 4-2-12-3, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

8. À l'article 77 du projet (article 9bis en projet), l'alinéa 1^{er} doit être omis et l'arrêté royal du 27 avril 2007 doit être cité avec son intitulé complet dans l'actuel alinéa 2 (devenant alinéa unique).

9. À l'article 85 du projet (article 19, § 5, alinéa 2, en projet), au lieu d'écrire "Par dérogation à l'alinéa précédent", il convient d'écrire "Par dérogation à l'alinéa 1^{er}" ⁽¹⁰⁾.

La même observation vaut pour l'article 86 du projet (article 21, § 3, alinéa 2, en projet).

10. À l'article 90 du projet (article 27 en projet), au 2/, les mots "complété par le" doivent être remplacés par les mots "ajouté un".

11. En ce qui concerne les phrases liminaires d'articles prévoyant une modification, un remplacement ou une abrogation, il y a lieu de souligner que l'historique des dispositions à modifier, à remplacer ou à abroger doit être indiqué correctement. Cela signifie notamment qu'il faut uniquement faire référence aux modifications encore en vigueur de l'article à modifier, à remplacer ou à abroger. De plus, lorsqu'un article ou une disposition a précédemment été remplacé dans son entier, il convient d'écrire "remplacé par" au lieu de "modifié par". Les auteurs du projet sont invités à vérifier si ces règles sont appliquées correctement pour toutes les dispositions auxquelles il est apporté une modification ou qui sont remplacées ou abrogées par le texte en projet ⁽¹¹⁾.

⁽¹⁰⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 72, b), www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

⁽¹¹⁾ Voir l'avis 42.581/2, donné le 18 avril 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État et portant certaines modifications relatives à la carrière dans les niveaux B, C et D au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public, sous "Dispositif", la deuxième observation rédactionnelle générale.

À titre d'exemple, à l'article 91 du projet, la phrase liminaire devra mentionner que l'article 30*bis*, § 1^{er}, de l'arrêté en cause a été "inséré par l'arrêté royal du 27 avril 2007".

12. Les mots "l'allocation de compétences" apparaissant plusieurs fois dans l'article 35*bis* en projet, il est suggéré d'insérer, à l'article 93 du projet, entre le mot "sont" et le mot "remplacés", les mots "chaque fois".

13. Au lieu d'écrire, à l'article 94 du projet (article 35*ter* en projet), "Sans préjudice de", mieux vaut écrire "Sous réserve de" ⁽¹²⁾.

La même observation vaut pour l'article 102 du projet (article 36*bis*, § 2, en projet), ainsi que pour l'article 124 du projet.

14. Il n'y a pas lieu de diviser un article en paragraphes si cette division :

- aboutit à ce que chaque paragraphe contienne seulement un alinéa,
- ne contribue pas à une présentation plus claire de l'article ⁽¹³⁾.

À la lumière de cette recommandation, la subdivision en paragraphes de l'article 100 du projet (article 18 en projet) ne paraît pas devoir être maintenue.

⁽¹²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 3.2. a), www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

⁽¹³⁾ *Ibid.*, recommandation n/ 57.3.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.388/2
VAN 2 DECEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 4 november 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de bijzondere loopbanen bij de Federale Overheidsdienst Financiën en bij de Pensioendienst voor de overheidssector", heeft het volgende advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. Voorbehoud betreffende de reikwijdte van het uitgevoerde onderzoek

Gelet op de toegemeten termijn, de complexiteit van de aangelegenheid en het feit dat het ontwerp niet vergezeld gaat van een verslag aan de Koning, is het niet mogelijk geweest na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met het gelijkheidsbeginsel en het niet-discriminatiebeginsel. Het is evenmin mogelijk gebleken na te gaan of met het ontwerp gezorgd wordt voor de noodzakelijke samenhang met de overige regelingen betreffende de loopbaan van het personeel. De stellers van het ontwerp dienen na te gaan of die beginselen en vereisten nageleefd worden met het ontwerp.

Onder dat voorbehoud geeft het ontworpen koninklijk besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. Nut van het opstellen van een verslag aan de Koning

Het onderzoek van de adviesaanvraag heeft, in de antwoorden die de gemachtigde van de minister verstrekt heeft, een reeks inlichtingen opgeleverd die het best zouden worden opgenomen in een verslag aan de Koning dat bij het ontworpen besluit gevoegd zou moeten worden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

Artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 behoort te worden vermeld met alle nog geldende wijzigingen die deze bepaling heeft ondergaan ⁽¹⁾. Het tweede lid

⁽¹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 27, c), www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

van de aanhef dient dan ook te worden aangevuld met de woorden "vervangen bij de programmawet van 24 december 2002".

Zevende lid

Naar aanleiding van een verzoek om aan te geven welke koninklijke besluiten geleid hebben tot de "gewijzigde structuur van de gemene loopbanen" waarvan sprake is in het zevende lid van de aanhef, heeft de gemachtigde van de minister te kennen gegeven dat het gaat om het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D en om het koninklijk besluit van 7 juni 2007 houdende wijziging van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de loopbaan.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het aanbeveling verdient om met het oog op de duidelijkheid, deze beide koninklijke besluiten met hun datum en hun volledige opschrift in het zevende lid van de aanhef te vermelden.

Achtste en negende lid

Naar aanleiding van het verzoek om de reikwijdte van het achtste en het negende lid van de aanhef te verduidelijken, inzonderheid met betrekking tot artikel 124 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verstrekt :

"Il nous a apparu plus clair de citer dans l'alinéa 8 du préambule les références légales et dans l'alinéa 9 de clarifier les implications de l'alinéa 8 et ce, afin d'éviter tout problème d'interprétation des dispositions réglementaires.

Dans la carrière commune, les agents recrutés dans le rang 10 bénéficiaient d'une sorte de carrière plane; trois échelles de traitement étaient prévues : 10A – 10 B et 10 C (cette dernière échelle était liée à un quota de 35 % dans le niveau 1).

Au SPF Finances et au Service des Pensions du Secteur public, pour les grades particuliers du rang 10, seul le passage de l'échelle 10A à l'échelle 10B s'appliquait. Pour pouvoir progresser dans leur carrière, les inspecteurs d'administration fiscale et les attachés des finances devaient réussir une épreuve de qualification professionnelle (article 16bis du règlement organique). L'échelle de traitement 10C n'était donc pas d'application.

.../...

Pour éviter toute discussion dans le futur, toute polémique et ambiguïté à ce sujet, nous avons jugé préférable de préciser que l'article 219 de l'arrêté royal du 4 août 2004 (carrières communes) n'est pas applicable aux carrières particulières. Il y a lieu de noter que l'arrêté royal du 3 mars 2005 concernant le statut pécuniaire du SPF Finances ne prévoit pas non plus une disposition similaire."

Een overweging dient normalerwijs om het juridische kader van een besluit te beschrijven of om aan te geven waarom het besluit wordt vastgesteld ⁽²⁾. De uitleg die vervat is in het achtste en het negende lid van de aanhef heeft geen betrekking op het ontworpen besluit in zijn geheel, maar op één enkele bepaling ervan (artikel 124 van het ontwerp). Bijgevolg is het beter het achtste en het negende lid van de aanhef te laten vervallen en de uitleg die deze leden bevatten op te nemen in het verslag aan de Koning waarvan het opmaken hiervoren aanbevolen wordt.

Dispositief

Artikel 13

De motiveringsplicht die vervat is in artikel 13 van het ontwerp (ontworpen artikel 35, § 3, derde lid) vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen. Er bestaat geen grond om in een koninklijk besluit te herinneren aan een verplichting die reeds uit de wet volgt ⁽³⁾.

⁽²⁾ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nrs. 39 en 40, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

⁽³⁾ *Ibid.*, aanbeveling nr. 80.

Artikel 24

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, zou het duidelijker zijn als in artikel 24, laatste lid, van het ontwerp na de woorden "de proef over de beroepsbekwaamheid" de woorden "vermeld in artikel 16*bis*" ingevoegd zouden worden.

Dezelfde opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 39, tweede lid, 61 en 64 van het ontwerp.

Artikel 71

Artikel 71 van het ontwerp heeft als enig doel de bedragen van de wedde van de betrokken personeelsleden te wijzigen. Die bepaling is niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en zal dan ook niet worden onderzocht door de afdeling Wetgeving ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Zie de adviezen 23.440/9, 23.441/9 en 23.442/9, gegeven op 15 juni 1994 over drie ontwerpen die geleid hebben tot respectievelijk het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van de specifieke geldelijke regels met betrekking tot de graden van de ambtenaren van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie die aan gespecialiseerde functies beantwoorden en het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling voor elke graad van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, van de weddeschalen, de weddecomplementen en hun toekenningsvoorwaarden; zie eveneens advies 31.391/2, uitgebracht op 16 maart 2001, over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot bepaling van de loonschalen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten.

Artikel 123

Op het verzoek om aan te geven op basis van welke bepaling de aanstellingen als audit-raadgever bij de Administratie der thesaurie, vermeld in artikel 123 van het ontwerp, geschieden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"L'article 7*tredecies* de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du SPF Finances règle la désignation à la fonction d'audit-conseil à la Trésorerie ainsi que la durée de la désignation".

Het is raadzaam om na de woorden "bij de Administratie der thesaurie", de woorden "gedaan op basis van artikel 7*tredecies* van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën, en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel" in te voegen.

Artikel 125

Toen de gemachtigde van de minister gevraagd is de terugwerking te rechtvaardigen die respectievelijk voor de onderscheiden bepalingen van het ontwerp wordt overwogen, heeft hij de volgende uitleg verstrekt :

- "La phrase liminaire mentionne la date du 1^{er} janvier 2007 parce que la majorité des articles des arrêtés royaux du 22 novembre 2006 et du 7 juin 2007 (que l'arrêté en examen transpose dans les carrières particulières du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public) entrent en vigueur à cette date.

Les carrières particulières d'assistant financier, d'assistant financier adjoint, d'expert fiscal adjoint (grade supprimé) et d'expert financier et I.C.T. (grade supprimé) sont basées sur la structure des carrières communes, pour ce qui concerne, entre autres, le nombre et la durée de validité des mesures de compétences/formations certifiées.

Puisque certaines normes ont été modifiées dans les carrières communes, il est normal qu'on apporte les mêmes adaptations dans les particulières et que, dans un souci d'égalité et de cohérence, elles entrent en vigueur à la même date.

Je ne prendrai pour exemple que les grades d'expert financier (carrière commune) et d'expert fiscal (carrière particulière) qui ont deux échelles de traitement communes (BF2 et BF3)."

- "Art. 125, 2/ : il s'agit des articles relatifs au remplacement du mot « transfert » par le mot « mobilité » qui découle de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique administrative fédérale administrative et qui est entré en vigueur le 29 janvier 2007
- 3/ il s'agit de pallier une omission dans un article qui est d'application depuis le 1^{er} octobre 2002 – ceci afin de ne pas léser les lauréats d'une sélection d'accession. La sélection d'accession se déroule en même temps que l'épreuve de qualification professionnelle.
- 4/ il s'agit de la date à laquelle l'administrateur général du Service des Pensions du Secteur public est entré en fonction (AR du 30 avril 2007)
- 5/ il s'agit de la date de publication de l'arrêté ministériel du 11 juillet 2007 fixant la composition du Comité de direction du Service des Pensions du Secteur public
- 6/ il s'agit de la date à laquelle le Service des Pensions du Secteur public a été créé (loi du 12 janvier 2006 – effet au 1^{er} janvier 2006) et à laquelle les agents ont été transférés audit service (AR du 5 août 2006 – effet au 1^{er} janvier 2006)
- 7/ Afin que les agents ne perçoivent une rémunération inférieure, l'échelle BI4 a été majorée.... Les agents ne bénéficieront de l'échelle BI4 qu'au plus tôt au 1^{er} janvier 2010 .⁽⁵⁾
- 8/ la situation ne se présentera qu'au plus tôt au 1^{er} septembre 2011 (1/9/2005 date du début de la durée de validité de la formation certifiée + 6 ans => passage en A21). Selon l'AR du 3 mars 2005, les agents titulaires du brevet d'expert fiscal perdent le bénéfice du complément lié à ce brevet une fois nommé dans la classe A2. L'article 90 permet aux titulaires du brevet d'expert fiscal de le maintenir dans la classe A2 à condition qu'ils soient rémunérés dans l'échelle de traitement A21 et qu'ils ne perçoivent pas de prime de développement des compétences.
- 9/ La durée de validité des formations certifiées dans le niveau A débute au plus tôt au 1^{er} janvier 2005. L'effet rétroactif à cette date vise à ne léser aucun agent qui aurait obtenu une promotion après cette date.
- 10/ il a été oublié de mentionner lors du passage du niveau 3 vers le niveau D ou C que l'allocation mentionnée à l'article 28 l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral des Finances et du Service des pensions du Secteur public est prise en compte pour le calcul du pécule de vacances ainsi que pour la prime de fin d'année.

L'intégration du niveau 3 au niveau D s'est faite au 1^{er} janvier 2002.

⁽⁵⁾ De gemachtigde van de minister heeft die datum gecorrigeerd door aan te geven : "(il s'agit) du 1^{er} septembre 2010, soit six ans après le début de la durée de validité (1^{er} septembre 2004) de la première formation certifiée à laquelle les experts financiers et I.C.T. ont pu participer".

- 11/ il s'agit de la date à laquelle les agents qui ont été intégrés d'office dans l'échelle A23/A33 peuvent au plus tôt bénéficier d'une prime de développement des compétences (cf. l'article 64 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D qui précise que les agents concernés peuvent s'inscrire à une formation certifiée au plus tôt en août 2007, ce qui implique qu'en cas de réussite, la durée de validité débute au 1/9/2007. C'est également au plus tôt le 1/9/2007 que les agents intégrés d'office dans les échelles A23 et A33 peuvent prétendre à la prime de développement des compétences).
- 12/ l'article 102 prévoit que les experts financiers, les experts fiscaux adjoints et les experts ICT qui ont été intégrés sur traitement dans l'échelle BF2 ou BI2 et qui se sont vu attribuer à ce moment là une ancienneté pécuniaire fictive qui est inférieure à leur ancienneté réelle peuvent rattraper cette perte d'ancienneté à partir de la 1^{ère} biennale qui leur est attribuée après le 31 décembre 2009.
- 13/ au sujet des articles 103 et 106, les experts fiscaux, les experts financiers et administratifs et les experts financiers et ICT qui ont été intégrés sur traitement dans l'échelle BF3 ou BI3 et qui se sont vu attribuer à ce moment là une ancienneté pécuniaire fictive qui est inférieure à leur ancienneté réelle peuvent rattraper cette perte d'ancienneté à partir de la 1^{ère} biennale qui leur est attribuée après le 31 décembre 2011.
- 14/ le 1^{er} août 2007 correspond à la date à partir de laquelle les agents intégrés d'office dans la dernière échelle de traitement de leur grade pouvaient s'inscrire à une formation certifiée.
- 15/ il s'agit de la date à laquelle les agents du niveau 1 ont été intégrés dans le niveau A."

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat, indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, terugwerking alleen uitzonderlijk kan worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen ⁽⁶⁾. De stellers van het ontwerp dienen zich ervan te vergewissen dat tegen de terugwerkende kracht waarin het ontworpen besluit voorziet in dit verband geen verwijt kan worden gemaakt.

⁽⁶⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 211, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

De stellers van het ontwerp dienen inzonderheid na te gaan of het geen terugwerkende kracht verleent die de geldelijke situatie van de betrokken ambtenaren ongunstig kan beïnvloeden ⁽⁷⁾.

Wetgevingstechnische opmerkingen

1. Artikel 8 van het ontwerp (ontworpen artikel 12), moet worden onderverdeeld in 1/ en 2/ en niet in a) en b), om de in het ontwerp gebruikte onderverdelingen te uniformiseren ⁽⁸⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 56 van het ontwerp.

2. In artikel 9 van het ontwerp (ontworpen artikel 14, § 2), zouden de laatste zin van het derde lid en het vierde lid moeten worden samengevoegd tot het vierde lid.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 57 van het ontwerp.

3. In de Franse versie van artikel 38 van de tekst moet "sous le titre «Président de comité d'acquisition»" worden geschreven (in plaats van "sous le titre «Président d'un comité d'acquisition»"), om aan te haken bij de terminologie gebruikt in de te wijzigen bijlage.

⁽⁷⁾ Zie, in dezelfde zin, advies 42.416/2, gegeven op 26 maart 2007 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën, de opmerking betreffende artikel 25.

⁽⁸⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nr. 58, b), www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

4. De artikelen 50 en 51 behoren als volgt te worden geredigeerd ⁽⁹⁾ :

"Art. 50. In titel I van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Pensioendienst voor de overheidssector en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel wordt hoofdstuk II, dat artikel 5 omvat, opgeheven."

"Art. 51. In titel I van hetzelfde besluit wordt hoofdstuk III, dat artikel 6 omvat, opgeheven."

5. In de Franse versie van de tekst van artikel 57 van het ontwerp (ontworpen artikel 14) behoort in paragraaf 2, tweede lid, te worden geschreven "la proposition de nomination dans les emplois visés à l'alinéa 1^{er} est faite" in plaats van "la proposition de nomination dans les emplois visés à l'alinéa 1^{er} sont faites".

6. In artikel 72 van het ontwerp (ontworpen artikel 5), onderdeel 3/, dient te worden geschreven "punt B wordt vervangen" (en niet : "punt B met zijn bepalingen worden vervangen").

Dezelfde opmerking is van overeenkomstige toepassing op onderdeel 4/ van dezelfde bepaling.

7. In de Franse versie van de inleidende zin van een wijzigingsbepaling dient de uitdrukking "est remplacé par ce qui suit" te worden gebruikt (en niet : "est remplacé par la disposition suivante"). Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 15, 17, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 46, 47, 48, 49, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 74, 75 en 76 van het ontwerp.

⁽⁹⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, Formule F 4-2-12-3 nr. 58, b), www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

8. In artikel 77 van het ontwerp (ontworpen artikel 9*bis*), behoort het eerste lid te vervallen en moet het koninklijk besluit van 27 april 2007 met zijn volledige opschrift worden vermeld in het huidige tweede lid (dat het enige lid wordt).

9. In artikel 85 van het ontwerp (ontworpen artikel 19, § 5, tweede lid) dient te worden geschreven "In afwijking van het eerste lid" in plaats van "In afwijking van het voorgaande lid" ⁽¹⁰⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 86 van het ontwerp (ontworpen artikel 21, § 3, tweede lid).

10. In artikel 90 van het ontwerp (ontworpen artikel 27), onderdeel 2/, dienen de woorden "het wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :" te worden vervangen door de woorden "er wordt een paragraaf 5 ... toegevoegd, luidende :".

11. Met betrekking tot de inleidende zinnen van wijzigende, vervangende of opheffende artikelen, moet erop worden gewezen dat de wetsgeschiedenis van de te wijzigen, te vervangen of op te heffen bepalingen correct dient te worden weergegeven. Dit betekent onder meer dat enkel moet worden gerefereerd aan de nog geldende wijzigingen van het te wijzigen, te vervangen of op te heffen artikel, en dat wanneer een artikel of een bepaling voorheen integraal is vervangen, er dient te worden geschreven "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij". De stellers van het ontwerp wordt verzocht

⁽¹⁰⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 72, b), www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

na te gaan of deze regels correct toegepast zijn voor alle bepalingen waarin een wijziging wordt aangebracht of die worden vervangen of opgeheven door de ontworpen tekst ⁽¹¹⁾.

In artikel 91 van het ontwerp, bijvoorbeeld, moet in de inleidende zin worden vermeld dat artikel 30*bis*, § 1, van het bewuste besluit is "ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007".

12. Aangezien het woord "competentietoelage" verschillende malen voorkomt in het ontworpen artikel 35*bis*, wordt voorgesteld om in artikel 93 van het ontwerp het woord "telkens" in te voegen tussen de woorden "competentietoelage" en het woord "vervangen".

13. In artikel 94 van het ontwerp (ontworpen artikel 35*ter*) is het beter te schrijven "Onder voorbehoud van" in plaats van "Onverminderd" ⁽¹²⁾.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 102 van het ontwerp (ontworpen artikel 36*bis*, § 2), alsook voor artikel 124 van het ontwerp.

14. Deel een artikel niet in paragrafen in als die indeling :

- tot gevolg heeft dat elke paragraaf maar één lid bevat;

⁽¹¹⁾ Zie advies 42.581/2, gegeven op 18 april 2007 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel en houdende sommige wijzigingen met betrekking tot de loopbaan in de niveaus B, C en D, onder "Dispositief", de tweede algemene redactionele opmerking.

⁽¹²⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 3.2. a), www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

- het artikel niet leesbaarder wordt ⁽¹³⁾.

In het licht van deze aanbeveling lijkt de indeling in paragrafen van artikel 100 van het ontwerp (ontworpen artikel 18) niet te moeten worden gehandhaafd.

⁽¹³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 57.3, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur..

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS